



Séance du 21 mai 2021 à 14h

Présidée par Marc Aicardi de Saint-Paul

Sous la coordination de Roland Pourtier

en présence d'un auditoire limité sur inscription, accessible en visioconférence
et sous réserve des nouvelles dispositions sanitaires en vigueur

« *Le Sahel et ses défis actuels* »

PROGRAMME

Ouverture

Marc Aicardi de Saint-Paul, Président – ASOM

Lecture du procès-verbal de la séance du 16 avril

Pierre Gény, Secrétaire perpétuel – ASOM

Communications

Thierry de Montbrial, 3^{ème} section – ASOM, Président de l'Institut français des relations internationales – IFRI

« *L'engagement au Sahel et le problème africain de la France* »

Marc-Antoine Pérouse de Montclos (présenté par Roland Pourtier, Vice-président de la 1^{ère} section – ASOM), Directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement – IRD

« *Au-delà des clichés : les réalités locales du djihad au Sahel* »

Laurent Bossard (présenté par Roland Pourtier, Vice-président de la 1^{ère} section – ASOM), Directeur du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest – CSAO

« *L'avenir visible du Sahel* »

Questions et débats

Installation, par Dominique Barjot de Julie d'Andurain en qualité de Membre titulaire en 2^{ème} section au siège de Jean Delaneau dont elle fera l'éloge



RÉSUMES DES COMMUNICATIONS

Thierry de Montbrial, 3^{ème} section – ASOM, Président de l'Institut français des relations internationales – IFRI

« *L'engagement au Sahel et le problème africain de la France* »

Thierry de Montbrial est le Fondateur et le Président de l'Institut français des relations internationales (créé en 1979). Membre de l'Académie des sciences morales et politiques (depuis 1992) et ancien Président de cette Académie et de l'Institut de France (2001). Professeur à l'École polytechnique et président de son département des Sciences économiques (1974-1992). Professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. Grand Officier de la Légion d'Honneur.

Après avoir brièvement rappelé les principaux défis de la gouvernance des États sahéliens depuis les indépendances et les causes de la fragilité croissante de certains d'entre eux, on retracera les étapes de la montée de l'islamisme en distinguant les dynamiques propres des sociétés sahéliennes et les influences salafistes-djihadistes venues des mondes arabe et asiatique à partir des années 2000 et surtout depuis la chute du régime de Kadhafi en Libye. La « république islamique », ou tout du moins un ordre politique solidement légitimé par le religieux, n'apparaissent-ils pas aujourd'hui dans certains pays comme des voies à explorer après les échecs de tous les autres modèles ?

Quant à la politique africaine de la France et ses modalités de fonctionnement, elles ne se sont guère vraiment adaptées aux circonstances changeantes depuis la chute de l'Union soviétique et les vœux pieux de La Baule en 1990. La France se heurte aujourd'hui en Europe même aux accusations de néo-colonialisme, quoique l'Allemagne ait commencé à prendre conscience de l'importance du flanc sud de notre continent. Les questions africaines sont omniprésentes, comme dans les relations tendues de la France avec la Russie ou la Turquie. Elles le seront de plus en plus.

L'Afrique dans son ensemble est ouverte aux convoitises de tous les continents. Chinoises et autres. Le contexte d'ensemble rend concevable sinon probable l'avènement de républiques islamiques au Sahel. Faut-il s'y préparer, et comment ? La France doit aujourd'hui formuler clairement ses intérêts, notamment sécuritaires – dans cette région où le sentiment anti-français progresse, comme plus généralement en Afrique – et ceci dans le cadre de ses ambitions européennes et de sa capacité d'action en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.



Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement – IRD

« Au-delà des clichés : les réalités locales du djihad au Sahel »

Marc-Antoine Pérouse de Montclos, docteur en sciences politiques, est Directeur de recherche à l'IRD. Il a effectué de nombreuses missions de recherche en Afrique occidentale, notamment au Nigeria. Ses dernières publications sont consacrées au Sahel : *L'Afrique, nouvelle frontière du djihad ?* La Découverte, 2018, et *Une guerre perdue. La France au Sahel*, JC Lattès, 2020.

En confrontant les dynamiques locales des conflits du Sahel aux représentations courantes de la lutte contre le terrorisme, cette présentation déconstruira les discours dominants sur une prétendue Internationale djihadiste.

L'analyse portera sur 4 principales erreurs de diagnostic : le prisme du terrorisme ; la baudruche de la globalisation ; l'obsession du fanatisme religieux et de la radicalisation ; les contes et légendes de la pauvreté dans la bande sahélienne.



Laurent Bossard, Directeur du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
– CSAO

« L'avenir visible du Sahel »

Laurent Bossard est Directeur du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest depuis 2011.

Que savons-nous de l'avenir ? Beaucoup plus que nous le croyons. Pour les pays du Sahel, 2040 est un horizon si proche qu'on y distingue avec netteté un grand nombre d'éléments. Cet « avenir visible » est constitué de dynamiques à l'œuvre actuellement, dont la puissance et l'inertie sont telles que l'on sait – avec une quasi-certitude – qu'elles se poursuivront à l'échelle d'une génération :

- La population totale aura été multipliée par 1.8 avec de fortes différences de trajectoires entre les pays enclavés et les pays côtiers. La population urbaine aura été multipliée par 2.3, la population rurale par 1.5.
- Les températures auront augmenté ; les événements climatiques extrêmes seront plus fréquents ; la pression sur les ressources naturelles encore plus forte qu'aujourd'hui.
- Le réseau urbain sera deux fois plus dense et verra l'apparition de centaines de petites villes. Les espaces ruraux, en particulier à proximité des villes seront très denses.
- Les migrations internationales seront plus importantes. Les espaces transfrontaliers seront beaucoup plus peuplés et beaucoup plus actifs qu'aujourd'hui.
- La capacité des États et de leurs administrations à assurer les services publics de base et à encadrer leurs territoires, aujourd'hui remarquablement faible, le sera tout autant.
- L'immense majorité de la population vivra encore dans « l'espace informel ». L'économie populaire sera encore – de très loin – la première pourvoyeuse d'emplois. Dans le secteur de l'économie alimentaire, la part relative de la production agricole diminuera au profit des activités en aval (commerce, transport, transformation). La très forte croissance urbaine sera le moteur de ces mutations.
- Ce secteur informel sera différent de ce qu'il est aujourd'hui en particulier du fait de la digitalisation. 60% de la population devrait disposer d'un téléphone mobile et près de la moitié avoir accès à internet.
- Face à un État dans lequel elles n'ont plus confiance, les sociétés sahéniennes se seront organisées localement pour disposer du minimum de « services publics ».

La sécurité ne figure pas en tant que telle dans la liste des facteurs relevant d'une très haute probabilité. Tout peut arriver. Elle transparait cependant en filigrane derrière



l'extrême faiblesse des États, les pressions sur les ressources naturelles, les initiatives sécuritaires locales (milices).

Cet avenir visible n'est pas encourageant. Pourtant, aucun des éléments qui le composent ne peut être écarté de la réflexion. La question qui se pose aux pays du Sahel est « que faire de ces certitudes pour préparer un avenir meilleur ? » La réponse vient aujourd'hui d'une intelligentsia sahélienne lucide qui nous dit qu'il faut sortir du débat stérile sur les priorités. Priorité à l'éducation, à l'agriculture, aux infrastructures, à la lutte contre le changement climatique, aux villes, aux femmes ou aux jeunes. Tout est en effet prioritaire et ce n'est plus des priorités des politiques publiques qu'il faut débattre, mais de la façon de les concevoir et de les mettre en œuvre.